

Système politique et mobilité sociale

Daniel Boy

▶ **To cite this version:**

Daniel Boy. Système politique et mobilité sociale. Revue Française de Science Politique, 1980, 30 (5), pp.925-958. 10.3406/rfsp.1980.393922 . hal-01009215

HAL Id: hal-01009215

https://sciencespo.hal.science/hal-01009215

Submitted on 17 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Persee

Monsieur Daniel Boy

Système politique et mobilité sociale

In: Revue française de science politique, 30e année, n°5, 1980. pp. 925-958.

Résumé
The political system and social mobility
Daniel Boy
The analysis of the political consequences of social mobility gave rise as early as thé 19th century to a current of theoretical reflection which has had a considerable influence on early empirical research in this field, which began during the 1950s. Authors such as Lipset and Bendix consider that the currents of social mobility tend in the main to defuse the social and political demands of the working class, and thereby strengthen the existing political System. Analysis of the findings arrived at by these authors, supplemented by later research, shows that these initial conclusions may be seriously doubted. By constructing a plausible political reproduction model and varying the mobility flows, it is apparent that political equilibrium is affected less by the degres of mobiliiy within a society than by the movements that affect its overall social structure.

Abstract
The political system and social mobility
Daniel Boy
The analysis of the political consequences of social mobility gave rise as early as thé 19th century to a current of theoretical reflection which has had a considerable influence on early empirical research in this field, which began during the 1950s. Authors such as Lipset and Bendix consider that the currents of social mobility tend in the main to defuse the social and political demands of the working class, and thereby strengthen the existing political System. Analysis of the findings arrived at by these authors, supplemented by later research, shows that these initial conclusions may be seriously doubted. By constructing a plausible political reproduction model and varying the mobility flows, it is apparent that political equilibrium is affected less by the degres of mobiliiy within a society than by the movements that affect its overall social structure.

Citer ce document / Cite this document :

Boy Daniel. Système politique et mobilité sociale. In: Revue française de science politique, 30e année, n°5, 1980. pp. 925-958.

doi : 10.3406/rfsp.1980.393922

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1980_num_30_5_393922

BY: $ = creative commons

SYSTÈME POLITIQUE ET MOBILITÉ SOCIALE

DANIEL BOY

L'ANALYSE des processus de mobilité sociale mobilise l'intérêt des sociologues depuis une trentaine d'années ; pourtant ni ce terme ni les concepts auxquels il fait appel ne font l'objet d'un consensus en sociologie. Le débat qui s'est développé autour de ce problème semble s'ordonner selon deux axes. D'une part, des discussions de type technique, de l'autre des oppositions plus radicales de nature théorique ou épistémologique. Le premier plan concerne tous les problèmes liés à la constitution et à l'interprétation des indicateurs de mobilité sociale : définition de critères permettant de constituer les classes ou groupes sociaux, mesure du flux de mobilité, problèmes liés à l'existence d'une mobilité structurelle, etc. Le second axe, d'une nature différente, met en question la légitimité du concept de mobilité sociale et, par conséquent, l'utilité de ce type de recherche quelles qu'en soient par ailleurs les modalités techniques. En d'autres termes, le débat oppose, d'une part, des auteurs qui, se fondant sur des indicateurs statistiques différents, « trouvent » plus ou moins de mobilité (ou de stabilité) dans les formations sociales, de l'autre ceux qui admettent la fécondité de cette démarche à ceux qui lui dénient toute valeur pour rendre compte de la réalité sociale [1]. Cette distinction bien sûr demeure

1. Le lecteur trouvera aisément dans les articles ou ouvrages traitant de mobilité sociale des exemples de controverses « techniques ». Le texte suivant, tiré d'un ouvrage de N. Poulantzas représente un cas d'opposition radicale à la problématique de la mobilité : « C'est notamment en saisissant exactement l'articulation des deux aspects de la reproduction, sous la dominance de la reproduction des places des classes sociales, que l'on peut comprendre l'inanité de la problématique bourgeoise de la mobilité sociale dont il sera amplement question dans les essais qui suivent. En effet, cette problématique de la mobilité sociale des « groupes » et des « individus » suppose : *a*) que la question princi-

Persée creative commons

sommaire puisque les deux axes, technique et théorique, génèrent en même temps toute une gamme d'attitudes mêlant arguments théoriques et précautions méthodologiques et techniques.

Il est vrai, d'autre part, que l'existence d'un débat à la fois théorique et technique n'est pas propre à ce domaine de recherche. Pourtant, la vigueur des arguments échangés, et le fait qu'une part des auteurs nie radicalement le bien fondé de ce type d'études (ou plus souvent en ignore absolument les résultats) montrent que l'enjeu du débat dépasse largement les problèmes sociologiques pour atteindre une dimension idéologique ou politique.

L'objet de cet article n'est pas d'analyser de façon exhaustive les origines de cette situation mais d'examiner de plus près l'un des postulats sur lesquels repose ce débat.

L'argument le plus fréquemment développé à l'encontre des recherches dans le domaine de la mobilité sociale se fonde sur le caractère « conservateur » de ce type d'études ; exposé de façon abrupte il pourrait être le suivant : la sociologie de la mobilité sociale a contribué à maintenir l'image d'une société ouverte, fluide, où les individus gravissent des échelons selon leurs capacités, leur chance et leur acharnement au travail ; quel que soit le soin apporté à la construction des indicateurs et à la mesure des flux de mobilité, ses résultats demeurent suspects parce qu'ils reposent sur des postulats implicites et servent en fin de compte à justifier le système économique et social en place.

Nous ne discuterons pas ici cette thèse dont l'analyse supposerait une lecture critique des principaux textes sociologiques consacrés à ce problème[2]. Un second argument, qu'il nous paraît nécessaire de distinguer clairement du précédent, repose sur l'hypothèse d'une relation entre le degré de mobilité d'une société et l'intensité des conflits de classe. Cette relation serait de sens inverse : plus la société serait ouverte moins les mouvements qui contestent l'ordre social auraient de chance de gagner des partisans.

pale de la « stratification sociale », voire sa cause, est celle de la « circulation-mobilité » des individus parmi ces strates : alors qu'il est évident que, même dans la supposition absurde où, du jour au lendemain (ou d'une génération à une autre), tous les bourgeois occuperaient les places des ouvriers et vice versa, rien d'essentiel ne serait changé au capitalisme car il y aurait toujours des places de bourgeois et de prolétaires, ce qui est l'aspect principal de reproduction des rapports capitalistes ». Cf. Poulantzas (N.), *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui,* Paris, Editions du Seuil, 1974, p. 37.

2. Cette recherche, qui reste à faire, présente à notre sens un grand intérêt. Le refus de considérer les recherches en mobilité sociale prend trop souvent les apparences d'une condamnation rituelle, sommaire et mal argumentée. Une analyse précise de textes permettrait de mieux saisir les rapports entre un « discours scientifique » et une série de représentations sociales (en particulier à propos de la société américaine).

Contrairement au précédent, cet argument nous paraît partagé à la fois par ceux qui accordent une valeur à la recherche en mobilité sociale et par leurs adversaires : pour les seconds cette relation constitue une nouvelle preuve du caractère conservateur de la recherche en mobilité sociale : on cherche à démontrer que la société est mobile non seulement pour justifier le système social existant mais parce que l'on veut nier l'antagonisme des classes sociales et accréditer la thèse du consensus politique.

Or, l'existence de cette relation, rarement explicitée sous une forme systématique, repose en fait sur un certain nombre d'hypothèses dont on chercherait en vain la vérification systématique dans la littérature sociologique : y-a-t-il un lien mesurable entre le « degré de mobilité » d'une société et l'intensité des conflits de classe ? La conscience de classe est-elle plus fermement ancrée là où les probabilités de réussite sociale sont plus inégalement distribuées ? Ou encore, ceux qui font l'expérience d'un trajet de mobilité sont-ils enclins, de ce fait, à adopter des attitudes plus conservatrices ?

Cet ensemble de questions a donné lieu à un courant de réflexion philosophique et d'analyse historique bien avant que, dans les années 50, des vérifications empiriques partielles ne soient proposées (en particulier par des auteurs anglo-saxons).

Il n'est pas indifférent, d'autre part, de constater que la réflexion sur ces problèmes n'a pas uniquement suscité un débat parmi les philosophes, sociologues ou historiens mais qu'elle a également alimenté une querelle idéologique à l'intérieur du mouvement socialiste au début de ce siècle. Cette situation nous a paru justifier un nouvel examen de ce problème qui s'ordonnera autour de quatre axes :

1. Recenser, ordonner et analyser les différentes hypothèses qui ont été proposées à propos des conséquences politiques de la mobilité sociale.

2. Rechercher dans quelle mesure ces hypothèses ont donné lieu à des vérifications empiriques ; en analyser les résultats.

3. Proposer un schéma qui, se fondant sur le résultat des recherches empiriques, permette d'en confronter les résultats avec les hypothèses développées plus haut.

4. Enfin, montrer les limites de ce schéma, c'est-à-dire faire apparaître les insuffisances d'une approche globale ou systémique des conséquences politiques de la mobilité sociale.

MOBILITÉ SOCIALE ET SYSTÈME POLITIQUE : RECHERCHES THÉORIQUES

Il n'est pas facile d'identifier clairement l'origine du débat portant sur les conséquences politiques de la mobilité sociale. Pour être parfaitement clair, il conviendrait de distinguer deux sources : l'une dans le champ politique, l'autre dans celui des sciences humaines.

Le thème de la « promotion sociale » appartient au discours politique bien avant que les sciences humaines ne se préoccupent d'en mesurer les effets sociaux et politiques. Ainsi, dans l'esprit du radicalisme du 19e siècle, la montée des couches moyennes et la promotion sociale individuelle garantissent à la fois la disparition des privilèges de l'Ancien Régime et la stabilité sociale et politique de la République[3]. En ce sens, le discours politique développe une « théorie » des effets politiques de la mobilité sociale.

Inversement l'œuvre de Bernstein dont nous évoquerons plus loin certains aspects se présente en même temps comme une réfutation empirique de la théorie marxiste et comme une thèse politique destinée à infléchir les stratégies électorales des partis socialistes.

Même en admettant que la distinction ne saurait s'appliquer rigoureusement à tous les auteurs ni à toutes les œuvres, nous essaierons cependant de nous en tenir ici aux œuvres affirmant une ambition scientifique.

Une fois admises ces limites et sans prétendre à l'exhaustivité, nous retiendrons trois étapes de la réflexion théorique sur ce problème : d'abord l'œuvre de Marx, puis les critiques de la théorie marxiste issues d'auteurs proches du courant socialiste révisionniste, enfin les sociologues anglo-saxons[4].

3. Sur ce point voir : Nordmann (J.-T.) *La France radicale*, Paris, Gallimard, Julliard, coll. Archives, 1977, 207 p.

4. Nous suivons ici partiellement l'ordre proposé par Goldthorpe dans un article relativement récent (cf. Goldthorpe (J.H.), « Mobilité sociale et intérêt sociaux », *Sociologie et société*, 8 (2), octobre 1976, pp. 7-36). A cet historique, il conviendrait d'ajouter l'œuvre de Tocqueville, malheureusement omise dans l'article cité. Sur ce point on pourra consulter : Nouri (M.), *Les conséquences politiques et sociales de la mobilité chez A. de Tocqueville,* Mémoire DEA de sociologie sous la direction de R. Boudon, Université Paris V, 22 p.

Les conséquences politiques de la mobilité sociale chez Marx

Dans la mesure où elle évoque les possibilités d'ascension sociale individuelle la mobilité sociale est, sauf exception, considérée comme négligeable dans la tradition marxiste : la promotion sociale est un mythe entretenu par l'idéologie dominante qui chercher à détourner le prolétaire de ses véritables intérêts : revendication collective et lutte politique contre la bourgeoisie. En ce sens, la mobilité sociale n'a pas d'effets politiques pour la pure et simple raison que les courants de mobilité ascendante sont insignifiants.

Pourtant, dans les rares cas où il admet l'existence de flux de mobilité ascendante, Marx reconnaît explicitement que ces mouvements tendent à affaiblir la combativité ouvrière et à empêcher la formation d'une conscience de classe : les Etats-Unis, cités à plusieurs reprises par Marx, offrent l'exemple d'une société où les barrières entre classes ne sont pas aussi marquées qu'en Europe de sorte que l'ouvrier ayant de sérieuses chances de s'établir à son compte ou au moins d'améliorer sa situation adopte plus difficilement une stratégie de lutte collective[5]. En d'autres termes, dans ce dernier cas, l'idéologie de la réussite sociale imprègne plus aisément la classe ouvrière et freine le développement de mouvements revendicatifs parce qu'elle se fonde sur la réalité objective que constitue la possibilité d'une ascension sociale.

Ce mécanisme, cependant, demeure limité dans ses effets puisqu'il ne s'applique qu'à une société où le processus de polarisation des classes sociales en deux blocs antagonistes paraît moins avancé qu'ailleurs. Or ce dernier processus, à son tour, engendre des effets politiques qui vont à l'inverse du précédent : à mesure que se développent les concentrations industrielles indispensables à l'essor du capitalisme s'effondre la petite entreprise artisanale et agricole. Ce mouvement a pour effet deux conséquences parallèles : d'une part, de réduire des petits propriétaires à la condition de prolétaire, d'autre part, de diminuer les probabilités d'accession à la petite propriété. La disparition progressive des couches moyennes traditionnelles fait s'évanouir les espoirs d'ascension sociale (en ce sens, elle sape les fondements objectifs de l'idéologie de la réussite sociale), elle accroît en même temps le nombre des prolétaires et, par là, renforce le mouvement ouvrier.

Ce dernier point mérite une analyse particulière car il fera, nous le verrons, l'objet de nombreuses controverses.

5. Voir, en particulier, dans *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 1976, 156 p. ; p. 25 et dans « Salaire, prix et plus-value » in Karl Marx, *Œuvres, Economie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1969, p. 530.

Pour admettre que la prolétarisation des couches moyennes renforce le mouvement ouvrier, il faut supposer que les individus qui font l'expérience de ce trajet social adoptent progressivement les valeurs politiques de la classe ouvrière. En effet, si cet alignement ne se produit pas, la classe ouvrière augmente bien numériquement mais sans renforcer ses capacités de lutte politique puisque, dans cette hypothèse, les « nouveaux entrants » conservent dans leur ensemble ou pour partie les valeurs de leur classe d'origine. Dans ce cas la classe ouvrière en diversifiant son recrutement social augmente son hétérogénéité politique[6]. Certains auteurs postérieurs à Marx feront l'hypothèse que ce phénomène de prolétarisation loin de radicaliser les anciens membres des couches moyennes renforce au contraire leur conservatisme social et politique.

En fin de compte, pour admettre l'hypothèse marxiste, il faut supposer que les anciens membres des couches moyennes ont perdu toute possibilité et tout espoir de gagner à nouveau le statut social qu'ils ont perdu de sorte que leur seule stratégie sociale utile consiste à rejoindre la lutte collective contre la classe bourgeoise.

Cette situation où l'antagonisme des classes sociales se résume à un affrontement du prolétariat et de la bourgeoisie sans échanges possibles entre les deux classes, correspond sans doute dans la problématique marxiste à l'évolution à long terme du système capitaliste. Mais pour certains commentateurs[7], ce schéma doit être considéré davantage comme un thème politique mobilisateur que comme une analyse scientifique de l'évolution concrète du capitalisme. De fait, la disparition des couches moyennes indépendantes prophétisée par Marx dans ses textes « politiques » (en particulier le *Manifeste*) doit être mise en balance avec son analyse de la croissance des groupes intermédiaires : employés, cadres et gérants de l'industrie, fonctionnaires de l'Etat, etc. Ce phénomène qui, pour Marx, se trouve inévitablement lié au développement et à la complexification du système capitaliste emporte nécessairement des conséquences politiques : l'existence de nouvelles couches sociales situées entre le prolétariat et la bourgeoisie modifie l'équilibre politique de la société dans deux sens possibles, soit que ces

6. L'élargissement du recrutement social du prolétariat est développé par K. Marx dans le *Manifeste du parti communiste ;* le texte suivant tiré de « Travail salarié et capital » développe la même idée : « De sorte que la classe ouvrière fait des recrues dans les couches supérieures de la société. Une foule de petits industriels et de petits rentiers s'y trouvent précipités et se hâtent de lever leur bras à côté de ceux des ouvriers ». Cf. Karl Marx, *Œuvres, Economie I,* p. 228.

7. Voir Harris (H.L.), « Pure capitalism and the disappearance of the middle class », *Journal of Political Economy,* vol. 47, n° 3, juin 1939, pp. 328-356.

couches modèlent leurs comportements sur ceux de la classe supérieure soit qu'elles s'alignent sur des positions voisines de celles de la classe ouvrière. Sauf à supposer, d'autre part, que ces couches sociales se recrutent tout entières au sein de la bourgeoisie on doit admettre que cette modification de la structure sociale détermine un flux de mobilité sociale ascendante à partir de la classe ouvrière.

Marx cependant ne se prononce pas sur les conséquences politiques de ce phénomène ; cette lacune sera mise à profit, en particulier par les socialistes révisionnistes, pour contester les prédictions de Marx quant à l'évolution politique des systèmes capitalistes : le rôle politique des classes moyennes, sans aucun doute sous-estimé par Marx, deviendra l'enjeu d'un débat à l'intérieur du mouvement socialiste.

Le socialisme révisionniste et les classes moyennes

Pour Bernstein [8], l'évolution du capitalisme ne conduit pas la société à une division toujours plus tranchée entre deux classes antagonistes : prolétariat et bourgeoisie. En observant empiriquement la société, il constate que deux phénomènes vont à l'encontre de cette tendance à la bipolarisation : d'une part, la petite entreprise industrielle et artisanale résiste au mouvement de concentration du capital, d'autre part, la croissance des emplois « non productifs » fait naître de nouvelles couches sociales. De ces arguments Bernstein tire des conclusions politiques : la masse toujours plus nombreuse des couches moyennes salariées constitue pour les mouvements socialistes un soutien potentiel pourvu que ceux-ci sachent adapter leur tactique et leurs programmes politiques. En d'autres termes, la mobilité structurelle observée dans les sociétés capitalistes contredit les conclusions de Marx quant à l'antagonisme croissant des classes sociales. Cette argumentation confirme l'hypothèse d'une relation inverse entre le degré de mobilité d'une société et l'intensité des conflits de classe : c'est parce que l'évolution socio-économique de la société et en particulier la mobilité structurelle ne sont pas conformes à ce qu'imaginait Marx que les partis ouvriers doivent atténuer la violence de leurs revendications sociales et politiques [9].

8. Cf. Bernstein (F.), *Les présupposés du socialisme,* Paris, Editions du Seuil, 1974, 299 p.

9. Dans sa critique de Bernstein, Kautsky soutient que les nouvelles classes moyennes ne peuvent guère être gagnées au mouvement ouvrier en raison de leur origine sociale : « ... Il serait tout à fait inexact de considérer la nouvelle classe moyenne comme une fraction du prolétariat. Elle est sortie de la bourgeoisie, elle est liée à cette dernière par toute sorte d'affinités et de liens sociaux, elle a le même genre de vie ». Cf. Kautsky (K.), *Le marxisme et son critique Bernstein,* Paris, Stock, 1900, p. 246.

Sombart pose en 1906 [10] une question qui l'amènera également à mettre en question la problématique marxiste : pourquoi n'y-a-t-il pas de mouvement socialiste d'importance comparable aux partis européens dans le pays qui représente le prototype du capitalisme à l'état pur, c'est-à-dire les Etats-Unis ? Outre les arguments politiques et culturels (l'obstacle que représente le bipartisme, l'enracinement de l'esprit capitaliste dans la classe ouvrière), Sombart dirige sa recherche sur une comparaison de l'évolution socio-économique des Etats-Unis et de l'Allemagne ; il note que le capitalisme américain a su, mieux qu'en Europe, intégrer la classe ouvrière dans l'ensemble social par une politique de salaires élevés et d'intéressement à la marche de l'entreprise. Enfin, il prend à son compte, l'argument selon lequel les probabilités élevées de mobilité sociale dissuadent les ouvriers américains de s'engager dans un mouvement de revendication collective. La thèse, à vrai dire, ne constitue qu'un volet d'une argumentation plus vaste : pour Sombart, l'ouvrier américain a disposé au cours du 19e siècle d'une double possibilité d'échapper à sa situation sociale : soit en saisissant ses chances de mobilité sociale, soit en acceptant de s'établir dans les nouveaux territoires de l'ouest ; la « thèse de la frontière » reprise sans grandes nuances par Sombart s'ajoute à l'argument de la mobilité sociale pour expliquer la faiblesse du mouvement socialiste américain.

Les mêmes convictions quant à l'influence de la mobilité sociale sont partagées par Roberto Michels : « La certitude d'être condamné à louer sa force de travail toute sa vie durant est la cause principale de la montée des mouvements anticapitalistes parmi les populations contemporaines. La meilleure preuve de ce fait c'est que, partout où subsiste chez les travailleurs l'espoir, fondé ou non, de s'émanciper ou de s'élever au rang de propriétaire, les mouvements anticapitalistes ne prennent pas racine ou du moins ne progressent pas » [11].

Bref, pour les auteurs que nous examinons ici, la mobilité sociale, réduite pour l'essentiel aux mouvements « ascendants », constitue un phénomène susceptible d'apaiser les conflits sociaux ; or, cette perception « optimiste » de l'évolution de la structure sociale sera sérieusement ébranlée par le spectacle des désordres économiques et politiques nés de la crise de 1929 : les couches moyennes qui, pour les socialistes révisionnistes, constituaient un facteur de stabilisation politique apparaîtront, à tort ou à raison, comme le foyer de développement de

10. Cf. Sombart (W.), *Why is there no socialism in the United States ?*, London, The Macmillan Press, 1976, 187 p.

11. Michels (R.), *First lectures in political sociology*, New York, Arno Press, 1974, p. 82.

l'extrêmisme politique : boutiquiers, petits paysans, artisans, industriels, intellectuels déclassés sont une clientèle de choix pour le mouvement nazi qui joue des incertitudes idéologiques et des craintes liées aux désordres économiques et sociaux de l'entre-deux-guerres [12].

Même en l'absence de vérification empirique, l'idée qu'une crise économique produit une série de mouvements de déclassements qui affectent la stabilité politique de la société imprègnera profondément la sociologie de la mobilité sociale.

Dès lors, la mobilité sociale apparaîtra, le plus souvent, comme un processus contradictoire produisant des effets politiques opposés : d'une part, un effet de stabilisation puisque la mobilité ascendante détourne les ouvriers des mouvements révolutionnaires, de l'autre, un effet de désagrégation dans la mesure où les « déclassés » sont enclins à soutenir les mouvements politiques extrémistes. C'est à partir de cette problématique que se développeront les études des sociologues anglo-saxons.

Mobilité sociale et société libérale

La plupart des sociologues qui se sont intéressés au problème de la mobilité sociale lui attribuent les deux conséquences politiques mentionnées plus haut avec, semble-t-il, une préférence pour « l'effet de stabilisation ». Sorokin [13], par exemple, développe successivement les deux hypothèses inverses ; d'une part, lorsque l'individu obtient dans la société une place qui correspond à ses capacités réelles, il est moins enclin à se révolter contre le système social. Ce mécanisme, en même temps, profite à tous puisqu'il détermine une meilleure utilisation des compétences. Enfin, ceux qui ont un tempérament de « leader » et qui, dans une société « bloquée », deviendraient les chefs de file des partis révolutionnaires ont toutes les chances, dans une société « ouverte », d'exercer un emploi correspondant à leur personnalité. « En ce sens, dit Sorokin [14], la mobilité " vole " en permanence aux factions révolutionnaires leurs leaders potentiels ». Mais, d'autre part, la mobilité affaiblit les systèmes de valeurs ; elle multiplie les occasions de conflit entre individus et entre groupes sociaux, ce qui en cas de crise économique et politique peut conduire à de graves désordres. Blau et Dun-

12. Sur ce point, on trouvera un état des travaux dans : Ayçoberry (P.), *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme 1922-1975*, Paris, Editions du Seuil, 1979, 314 p.

13. Voir Sorokin (P.), *Social and cultural mobility*, New York, The Free Press of Glencoe, 1964, 645 p. ; en particulier, p. 533 sq.

14. Sorokin (P.), *op. cit.*, p. 533.

can, se fondant à nouveau sur l'exception que constitueraient les Etats-Unis soutiennent que : « La stabilité de la démocratie américaine est sans aucun doute liée aux chances plus élevées de mobilité sociale ascendante dans ce pays, à son niveau de vie plus élevé et à la faiblesse du sentiment de déférence à l'égard du statut social entre les différentes couches de la population » [15]. Argument qui reproduit très exactement les thèses développées par Sombart en 1906.

De même, Dahrendorf affirme qu'« il existe une relation inverse entre le degré d'ouverture des classes et l'intensité des conflits de classe. Plus la mobilité ascendante et descendante est importante dans une société, moins les conflits de classe ont de chance d'être étendus et fondamentaux. Au fur et à mesure que croît la mobilité sociale, la solidarité de groupe cède le pas à la compétition entre individus et l'énergie investie par les individus dans le conflit de classe décroît » [16].

Lipset et Bendix partagent à peu près la même opinion à propos de la mobilité ascendante et ils chercheront à vérifier cette théorie, nous le verrons plus loin, à partir de recherches empiriques. Mais ces deux auteurs soutiennent en même temps que la mobilité, en multipliant les appartenances à des groupes différents, place les individus dans des situations sociales contradictoires qui sont génératrices de désordres psychologiques d'insatisfaction ou de ressentiment [17]. Pour cette raison, ils ne peuvent adhérer totalement à l'idée selon laquelle la mobilité sociale renforce l'ordre de la société libérale : « S'il est vrai, comme nous avons essayé de le montrer, que toutes les sociétés industrielles sont caractérisées par un taux élevé de mobilité sociale, on peut se demander si les études postérieures devraient se fonder sur le postulat implicite selon lequel plus de mobilité est une bonne chose. Est-ce le cas ? Admettre cette supposition, c'est ignorer les preuves évidentes du coût social et psychologique d'un fort degré de mobilité : un coût probablement élevé sur le plan de la combativité, de la frustration, du déracinement et d'autres maladies qui en dépendent » [18]. Cette même

15. Blau (P.M.), Duncan (D.D.), *The American occupational structure*, New York, Wiley, 1967, p. 439.

16. Dahrendorf (R.), *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, Paris, La Haye, Mouton, 1972, 342 p.

17. Cf. Lipset (S.M.), Bendix (R.), *Social mobility in industrial society*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1967, 309 p.

18. Lipset (S.M.), Bendix (R.), *op. cit.*, p. 285. Dans un autre passage, Lipset et Bendix se réfèrent explicitement à l'œuvre de Durkheim (voir note 85, p. 65). Rappelons que, pour Durkheim, les crises économiques ont pour effet de produire une série de déclassements sociaux générateurs d'anomie. De même, un brusque phénomène d'expansion économique dérègle les rapports sociaux et accroît les occasions de conflit. Cf. Durkheim (E.), *Le suicide*, Paris, Presses universitaires de France, 463 p. ; en particulier, pp. 280-281.

théorie liant une situation de déracinement social à un comportement politique extrémiste de droite aux Etats-Unis [19]. Remarquons que, là aussi, deux hypothèses inverses seront soutenues : soit que l'incohérence des divers éléments du statut social (ce que l'on nommera les « pressions contradictoires ») détermine un engagement politique de type extrémiste soit, au contraire, que cette même situation se traduise par une apathie politique, un refus d'engagement né de l'impossibilité de se situer socialement [20].

Avant d'examiner les recherches empiriques issues de ces propositions, revenons sur cet ensemble d'hypothèses pour en proposer un énoncé plus systématique. Deux propositions doivent, pour la clarté de l'exposition, être distinguées :

1. Lorsque existent dans une société des flux de mobilité non négligeables les individus adaptent leurs comportements et leurs attitudes politiques à cette situation quels que soient par ailleurs leurs trajets sociaux réels : l'ouvrier adopte les valeurs politiques de la classe moyenne non pas parce qu'il aurait personnellement fait l'expérience d'un trajet social ascendant mais parce qu'il estime que cette possibilité lui est ouverte (soit pour lui-même, soit pour ses enfants). De même, le petit propriétaire modifie son comportement politique en raison des menaces de prolétarisation qui pèsent sur lui et non parce qu'il aurait effectivement subi ce processus de déclassement. Dans cette première hypothèse, le degré de mobilité n'exerce d'effets politiques que de façon indirecte puisque c'est la perception qu'ont les individus de leur avenir social qui affecte éventuellement leurs orientations politiques. Or cette perception dépend elle-même, en partie, de la culture dominante d'une société particulière ; de ce point de vue on pourra soutenir que pour des sociétés « également mobiles » la croyance en une possibilité de réussite sociale individuelle peut différer sensiblement selon que l'idéologie de l'individualisme, de l'effort personnel, etc., est plus ou moins fermement établie (cette hypothèse est souvent retenue pour expliquer la spécificité du cas américain) [21].

19. Cf. Lipset (S.M.), Raab (E.), *The politics of unreason. Right-wing extremism in America, 1790-1970,* Harper and Row, New York, Evanston and London, 1970, 547 p.

20. L'étude des liens entre mobilité sociale et participation politique constitue une autre direction de recherche qui ne sera pas poursuivie ici pour ne pas alourdir le texte. Sur ce point, on trouvera des éléments de réponses dans : Horan (P.M.), « Social positions and political cross-pressures : a re-examination », *American Sociological Review,* 36 (4), août 1971, pp. 650-660 ; et dans Boy (D.), « Origine sociale et comportement politique », *Revue française de sociologie,* 19 (1), janvier-mars 1978, pp. 73-102.

21. R. Boudon dans un commentaire de l'ouvrage de Sombart cité plus haut, propose un exposé systématique de cette thèse. Cf. Boudon (R.), *La logique du social. Introduction à l'analyse sociologique,* Paris, Hachette, 1979, p. 39 et sq. La problémati-

2. La seconde proposition ne s'attache pas aux effets idéologiques indirects de la mobilité sociale mais aux conséquences politiques directes des trajets sociaux effectués par les individus. Dans cette hypothèse, on suppose que ceux qui font l'expérience concrète d'un trajet social donné (soit au cours de leur vie professionnelle, soit par rapport à la position de leur père) modifient en conséquence leurs orientations politiques. Si le flux de mobilité est important, ce phénomène est susceptible de modifier l'équilibre idéologique et politique de la classe d'origine et de la classe d'accueil, c'est-à-dire, en fin de compte, de l'ensemble de la société.

Prenons un exemple concret : si dans le même temps la classe ouvrière « perd » des individus qui, en raison de leur ascension sociale, adoptent les valeurs de la classe supérieure et « gagne » des individus qui, refusant leur déclassement, conservent les valeurs politiques de cette même classe supérieure, il ne fait pas de doute que le bilan politique de ce mouvement est positif pour les forces qui soutiennent l'ordre établi et négatif pour le mouvement ouvrier. (C'est, nous le verrons, l'hypothèse que cherchent à prouver empiriquement Lipset et Bendix).

Dans les ouvrages que nous avons recensés, l'argumentation porte, tantôt sur l'un de ces mécanismes, tantôt sur l'autre sans que la distinction apparaisse clairement [22]. Ces deux propositions, du reste, ne sont pas exclusives l'une de l'autre. En particulier, la thèse selon laquelle la mobilité sociale exerce un effet politique stabilisateur emprunte des éléments à l'une et à l'autre de ces propositions : là où la mobilité sociale est forte, le mouvement ouvrier est faible, d'une part, parce que la réussite sociale individuelle paraît possible, d'autre part, parce qu'étant effective cette mobilité enlève à la classe ouvrière des leaders potentiels (selon les thèses de Sorokin exposées plus haut).

Remarquons, d'autre part, que la véracité (ou au moins la vraisemblance) de la première proposition est plus difficile à établir que celle de la seconde. Dans le premier cas, en effet, il s'agit de démontrer que plus la mobilité est forte (et/ou plus se diffuse l'idéologie de la réussite sociale) moins la classe ouvrière soutient les mouvements de contesta-

que développée par Hirschman (et citée par R. Boudon dans ce même ouvrage) constitue également une formalisation particulièrement utile des stratégies de l'acteur face à ses probabilités d'ascension sociale. Cf. Hirschman (A.), *La réaction au déclin des firmes des entreprises et de l'Etat*, Paris, Editions ouvrières, 1972.

22. De même les auteurs font allusion soit à la mobilité entre générations, soit à la mobilité professionnelle, soit encore successivement aux deux. A cette distinction, il faudrait encore ajouter que les auteurs décrivent les effets de la mobilité sociale tantôt dans le cas général, tantôt en se référant à des périodes historiques critiques : crise économique accélérant les processus de déclassements ou expansion économique favorisant les réussites sociales individuelles.

tion de l'ordre social. La démonstration suppose une comparaison de société à société (soit dans l'espace, soit dans le temps) de façon à faire varier le degré de mobilité sociale (et/ou la diffusion de l'idéologie de la réussite sociale). Entreprise malaisée puisqu'interviendra dans cette comparaison tout une série d'éléments non contrôlés (variables socio-économiques, politiques, etc.).

Dans le second cas, en revanche, il « suffit » de montrer que ceux qui font l'expérience de tel ou tel type de trajet social diffèrent politiquement de ceux qui sont restés stables, puis, connaissant le degré de mobilité sociale, d'en tirer des conclusions quant aux effets politiques globaux de la mobilité sociale. On peut se demander, ensuite, si les effets politiques de tel trajet social sont analogues dans des sociétés différentes ; en ce sens, la méthode n'exclut pas la comparaison mais celle-ci est moins indispensable à la démonstration que dans le premier cas. De fait, nous verrons que seule la seconde proposition a donné lieu à une exploration systématique à partir de recherches empiriques.

MOBILITÉ SOCIALE ET SYSTÈME POLITIQUE : RECHERCHES EMPIRIQUES

Dans l'ouvrage de Lipset et Bendix[23] consacré à la mobilité sociale dans la société industrielle, une dizaine de pages sont consacrées à l'étude des conséquences politiques de la mobilité sociale. L'analyse de la démarche et des conclusions de ces auteurs nous a paru essentielle, d'une part, parce que cette recherche constitue le premier essai de vérification empirique des théories développées plus haut, d'autre part, parce que ces conclusions serviront de base à toutes les études postérieures.

Pour apprécier les résultats obtenus, nous adopterons ici un point de vue critique *interne* se fondant uniquement sur les éléments dont disposent les auteurs considérés sans mettre en question ni les concepts utilisés ni le mode d'opérationalisation choisi (sans discuter, par exemple, le terme de « mobilité ascendante » ou le choix de telle classification sociale).

23. Lipset (S.M.) Bendix (R.), *Social mobility in industrial society, op. cit.*, p. 64-75.

Le système d'explication de Lipset et Bendix

Lipset et Bendix s'intéressent *successivement* au cas de la mobilité (intergénérationnelle) ascendante puis à celui de la mobilité descendante ; pour le premier cas, ils fournissent le tableau suivant :

Tableau 1. Choix partisans d'hommes appartenant aux classes moyennes, selon l'origine sociale

Pays et choix partisans	*Profession du père*					
	Manuel		*Non-manuel*		*Agriculteur*	
	%	*N*	*%*	*N*	*%*	*N*
Allemagne 1953 Social-démocrate.....	32	200	20	142	22	58
Finlande 1949 Social-démocrate et communiste ..	23	357		356	10	183
Suède 1950 Social-démocrate.....	47	135	20	315	10	183
Norvège 1957 Travailliste et communiste						
Etats-Unis 1952 Démocrate	22	67	30	79	34	59

Dans leur commentaire, Lipset et Bendix observent que dans les pays d'Europe du Nord les mobiles ascendants sont plus radicaux que les membres de leur classe d'accueil alors, qu'à l'inverse, aux Etats-Unis, ceux qui ont réussi leur ascension sociale sont moins démocrates que les individus stables de la classe moyenne. Cette différence est mise au compte des particularités culturelles de l'Europe par rapport aux Etats-Unis : en Europe, les différences entre classes sociales sont tranchées de sorte que ceux qui s'élèvent dans la hiérarchie sociale ne s'adaptent pas aisément à leur nouveau groupe d'appartenance : une bonne part d'entre eux persiste à voter « à gauche » par fidélité avec leur origine sociale. A l'inverse, aux Etats-Unis, où les classes sont plus fluides, les mobiles ascendants s'identifient facilement avec leur groupe d'accueil, ils en adoptent le comportement politique dominant (et même au-delà, puisqu'ils votent démocrate moins que leur groupe d'accueil ; en ce sens ils se « sur-adaptent » à leur nouveau milieu social).

Après avoir exposé divers arguments à l'appui de la thèse de la différence culturelle, Lipset et Bendix passent à l'étude de la mobilité descendante.

Nous résumons ici en un tableau comparable au précédent les résultats fournis dans le texte (p. 70 et 72) :

Tableau 2. Choix partisans de travailleurs manuels (hommes) selon l'origine sociale

Pays et choix partisans	*Profession du père**					
	Ouvriers		*Classes moyennes*		*Agriculteur*	
	%	*N*	*%*	*N*	*%*	*N*
Allemagne 1953						
Socialiste et communiste	(+) 65	350	24	89	38	75
Finlande 1948						
Socialiste et communiste	(+) 80	1 017	42	50	67	378
Etats-Unis 1952						
Démocrate	62	119	54	37	58	87

* Dans le texte, les auteurs distinguent parmi les ouvriers selon la profession du grand-père. Nous avons abandonné ici cette distinction et recalculé la catégorie d'ensemble à partir des effectifs indiqués dans le tableau.

A propos de la mobilité descendante les auteurs développent l'hypothèse suivante : « Dans tous les pays, on doit s'attendre à ce que les travailleurs manuels provenant de la classe moyenne souhaitent retourner dans la classe plus élevée et que, par conséquent, ils aient tendance à conserver les valeurs et les modes de comportements de la classe moyenne ». De fait, ils constatent, à partir du tableau précédent, que les ouvriers originaires des classes moyennes votent moins fréquemment pour les partis de gauche que ceux nés en milieu ouvrier.

Leur conclusion générale est alors la suivante : « Donc le processus d'échange social par lequel certains hommes gagnent un statut social plus élevé tandis que d'autres le perdent affaiblit la solidarité et la force politique et économique de la classe ouvrière. La majorité des hommes qui entrent dans les classes moyennes deviennent politiquement conservateurs (plus encore aux Etats-Unis qu'en Europe mais de façon majoritaire dans les deux cas) tandis qu'une forte minorité de ceux qui sont réduits à un statut de travailleurs manuels aux Etats-Unis et une majorité des mobiles descendants en Europe demeurent adhérents des mouvements conservateurs ».

Cette conclusion doit être considérée attentivement car elle constitue l'élément majeur de la contribution de Lipset et Bendix, celui qui sera constamment cité, commenté, confirmé ou infirmé dans les études postérieures.

Or, cette conclusion, sans être absolument fausse, est sans rapport direct avec les données sur lesquelles elle prétend se fonder. Reprenons l'articulation principale du raisonnement des deux auteurs :

— la majorité de ceux qui entrent dans les classes moyennes *deviennent* plus conservateurs,

— et la majorité des mobiles descendants en Europe *demeurent* conservateurs. L'évolution du comportement des individus mobiles, soulignée par les auteurs, ne prend sens qu'à l'intérieur d'une comparaison avec un autre groupe social. En bonne logique, cette comparaison ne peut s'effectuer qu'avec un groupe identique au départ mais sur lequel n'a pas pesé l'effet de la variable de mobilité sociale. (Un groupe-contrôle au sens strict du terme). Ce groupe-contrôle c'est évidemment le « groupe d'origine » composé dans un cas d'ouvriers « stables » dans l'autre de membres des classes moyennes « stables ». En comparant successivement chaque groupe de mobiles à son groupe d'origine, on pourra soutenir que l'effet de la mobilité sociale est de rendre plus ou moins conservateurs ceux qui effectuent tel trajet social.

Or, les tableaux fournis et commentés par les auteurs n'autorisent pas ce type de comparaison puisque dans chacun d'eux les mobiles sont comparés non à leur groupe d'origine mais à leur groupe d'accueil. Dès lors, les conclusions proposées par Lipset et Bendix ne sont acceptables, sous réserve de vérification, qu'en recomposant les tableaux de la manière suivante :

Tableau 3. Choix partisans selon la classe sociale et l'origine sociale*

	Fils					
	Classes moyennes	*Ouvriers*	*Classes moyennes*	*Ouvriers*	*Classes moyennes*	*Ouvriers*
Pères						
Classes moyennes.....	30	54	20	24	6	42
Ouvriers.....	22	62	32	65	23	80
	Etats-Unis 1952 Démocrate		Allemagne 1953 Social-démocrate		Finlande 1948 Social-démocrate et communiste	

* Nous ne considérons pas ici le cas des individus provenant du secteur agricole ; en effet, nous ignorons à partir des résultats fournis, les pourcentages de vote des agriculteurs " stables ". De plus, les auteurs ne commentent pas les chiffres dont ils disposent à propos des agriculteurs.

Dans les trois cas considérés, on constate que :

— Un trajet social ascendant *diminue* la fréquence du vote pour les partis de gauche (conclusion conforme à celle des auteurs).

— Un trajet social descendant *augmente* la fréquence du vote pour les partis de gauche (conclusion inverse de celle des auteurs).

— Enfin, parmi les mobiles (ascendants ou descendants) le pourcentage de vote pour les partis de gauche est intermédiaire entre celui de la classe d'origine et celui de la classe d'accueil. A cette règle une exception : aux Etats-Unis, les mobiles ascendants sont moins démocrates que leur classe d'origine mais moins démocrates également que leur classe d'accueil.

Cette nouvelle lecture des tableaux présentés par Lipset et Bendix ne constitue pas seulement un additif aux commentaires de ces auteurs mais une mise en question de leurs conclusions d'ensemble : l'objectif de Lipset et Bendix était d'établir un bilan politique global des flux de mobilité sociale ; et en suivant leurs conclusions on doit penser que la mobilité sociale accroît dans tous les cas le pourcentage d'individus conservateurs ; ce pourcentage augmente dans chacune des catégories de mobiles, il augmente par conséquent dans l'ensemble de la société. Conclusion douteuse au vu de leurs propres résultats et qui sera largement infirmée par les études postérieures.

Recherches empiriques postérieures

La référence aux travaux de Lipset et Bendix est traditionnelle dans toute la littérature postérieure à 1960 ; en aucun cas la validité de leurs conclusions ne sera mesurée aux résultats fournis par ces deux auteurs. Bien plus, à l'appui de leur thèse on citera régulièrement, et avec la même erreur de raisonnement une recherche réalisée en 1959 par Wilenski et Edwards[24]. Dans cette étude on montrait que les ouvriers d'origine petite bourgeoise sont plus conservateurs que ceux nés en milieu ouvrier. Résultat intéressant mais qui ne permet nullement d'affirmer que ces ouvriers sont *devenus* plus conservateurs en raison de leur régression sociale, faute, encore une fois, de comparaison avec le groupe d'origine. Du reste les résultats des études empiriques menées depuis 1960 contrediront régulièrement le modèle développé par les deux auteurs américains[25].

24. Wilenski (H.L.), Edwards (H.), « The skidder : ideological adjustment of downward mobile workers », *American Sociological Review*, 24 (2), avril 1959, pp. 215-231.

25. On trouvera une bibliographie d'ensemble des recherches empiriques dans Boy (D.), « Origine sociale et comportement politique » art. cit.

Considérons, par exemple, les résultats fournis par Thompson [26] pour cinq pays, auxquels nous ajoutons des données françaises tirées d'un article de G. Michelat et M. Simon [27].

Tableau 4. Pourcentages de choix partisans de gauche selon les catégories de mobilité sociale*

	Classes					
	Classes moyennes	*Ouvriers*	*Classes moyennes*	*Ouvriers*	*Classes moyennes*	*Ouvriers*
Origines						
Classes moyennes.....	6	42	14	73	20	52
Ouvriers.....	23	81	40	80	32	64
	Finlande 1949		Norvège 1957		Allemagne 1953	
	Classes					
	Classes moyennes	*Ouvriers*	*Classes moyennes*	*Ouvriers*	*Classes moyennes*	*Ouvriers*
Origines						
Classes moyennes.....	15	42	55	71	32	39
Ouvriers.....	38	71	73	85	39	55
	Angleterre 1962		Etats-Unis 1964		France 1966	

* Thompson ne fournit pas les pourcentages concernant les agriculteurs ; la catégorie classes moyennes inclut, par exclusion, tous ceux qui ne sont pas ouvriers ; le tableau tiré de l'article de G. Michelat et M. Simon a été recomposé selon cette classification.

Au-delà des différences de pourcentages, il existe une homologie fondamentale entre les ensembles de données pour les six pays : dans chaque cas (et cette fois les Etats-Unis ne font pas exception à la règle), le pourcentage de vote des mobiles (ascendants ou descendants) est intermédiaire entre celui de leur classe d'origine et celui de leur classe d'arrivée. Ou, en d'autres termes, chacune des deux variables (classe sociale et origine sociale exerce des effets analogues (c'est-à-dire de même sens) dans chacune des classes de l'autre variable.

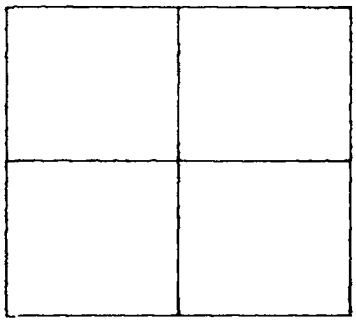
En ce sens, l'orientation politique semble répondre à une double détermination : celle de l'origine sociale et celle de la classe sociale qui

26. Thompson (K. H.), « A cross-national analysis of intergenerational social mobility and political orientation », *Comparative Political Studies*, 4 (1), avril 1971, p. 3-20.

27. Michelat (G.), Simon (M.), « Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, 12 (4), octobre-décembre 1971, pp. 483-527.

conjuguent ou additionnent leurs effets de manière à peu près régulière.

Le modèle parfait, ou théorique, de ce type d'influence *additive* serait celui où les différences entre les pourcentages horizontaux seraient égales, de même que les différences entre les pourcentages verticaux ; par exemple, selon le cas de figure suivant :



Différant quelque peu de ce modèle, on pourrait observer le schéma suivant où chacune des variables exerce un effet différent (mais toujours de même sens) dans les classes de l'autre variable :

20	40
60	90

Enfin, on pourrait rencontrer un modèle où une variable produirait des effets de sens inverse dans chacune des classes de l'autre variable.

	60

Les dernières figures que nous avons mentionnées sont généralement considérées comme des cas d'*interaction* entre deux variables ; dont la première pourrait être nommée interaction de même sens (ou positive) et la seconde, interaction de sens inverse (ou négative).

Laissons de côté, pour l'instant, le problème de savoir de combien la réalité diffère du modèle additif théorique pour nous intéresser aux implications sociologiques de ces modèles ; à chacun des modes d'influence exercé par les variables de classe et d'origine sociale il est possible d'associer une théorie sociologique susceptible de rendre compte des résultats observés : le modèle interactif correspond à la théorie de la « dissonance cognitive » qui prévoit que, placé dans une situation sociale contradictoire, l'individu adopte un comportement destiné à réduire les contradictions qu'il perçoit. Ainsi pourrait-on expliquer que le mobile ascendant s'identifie parfaitement à son groupe d'accueil de façon à rompre tous les liens avec son groupe d'origine et à faire disparaître ainsi les sources de « tension ». A l'inverse, on peut prévoir que le mobile descendant conserve les valeurs et les attitudes de son groupe d'origine parce qu'il n'admet pas sa régression sociale et refuse, en conséquence, de s'adapter à son nouveau milieu. Bref, cette théorie suppose que, pour atténuer les effets d'une double appartenance, les individus mobiles choisissent majoritairement un seul groupe de référence et en adoptent (ou en conservent) l'orientation politique dominante.

Le modèle additif, en revanche, s'accommode d'une théorie sociologique plus économique ; il suppose seulement que les orientations politiques des individus mobiles sont le produit d'une double socialisation : aux orientations acquises dans le milieu d'origine « s'ajoutent » celles du milieu d'accueil. La résultante de ces deux forces se traduit par une position politique intermédiaire entre le groupe d'origine et le groupe d'accueil.

Lipset et Bendix, nous l'avons vu, se réfèrent (sans employer le terme de « dissonance cognitive ») à la première de ces théories ; pour eux, le mobile ascendant tend à adopter les valeurs de son groupe d'accueil et le mobile descendant à conserver celle de son groupe d'origine.

Cette conclusion, douteuse si l'on considère leurs propres résultats, sera largement infirmée par les études postérieures en particulier par les travaux de M. R. Jackman [28] qui démontrera que, dans les tableaux où

28. Cf. Jackman (M.R.), « Social mobility and attitudes toward the political system », *Social Forces*, 50 (4), juin 1972, pp. 462-472 et Jackman (M.R.), « The political orientation of the socially mobile in Italy : a re-examination », *American Sociological Review*, 37 (2), avril 1972, pp. 213-222.

l'origine sociale est croisée avec la classe sociale, les phénomènes d'interactions sont relativement peu significatifs ; le schéma d'ensemble se rapproche d'un modèle additif et trouve une explication cohérente dans l'hypothèse d'un compromis entre deux mécanismes de socialisation.

Mais une fois éclaircies les « règles de reproduction politique », la question initiale posée par Lipset et Bendix et par leurs prédécesseurs demeure malgré tout sans réponse : le schéma adopté par ces auteurs « démontrait » que la mobilité sociale « produit » des individus plus conservateurs ; si ce schéma s'avère faux et si le modèle additif doit être substitué au modèle interactif, quelles sont les conséquences politiques globales des flux de mobilité ?

CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA MOBILITÉ SOCIALE DANS LE CAS DU MODÈLE ADDITIF

Il s'agit ici de poursuivre le raisonnement engagé par les sociologues anglo-saxons, sans mettre en question, encore une fois, leur problématique générale : à partir des résultats qui semblent se dégager régulièrement des recherches empiriques on peut imaginer un modèle pur ou idéal de reproduction politique puis expérimenter à partir de ce modèle différentes hypothèses de mobilité sociale et, enfin, vérifier leurs effets politiques.

Dans un second temps, le modèle sera confronté plus précisément à des données empiriques françaises récentes.

Conséquences d'un modèle additif pur

Supposons une société composée de deux classes, l'une « manuels » (ou M) comprenant 42 individus, l'autre « non manuels » (ou $\overline{M}$) en comprenant 18. Admettons que, dans cette société, 10 individus soient originaires de la classe $\overline{M}$ et 50 de la classe M ; la répartition entre classe d'origine et classe d'arrivée s'est effectuée de la façon suivante :

Tableau 5. Matrice de mobilité sociale

Origine	*Arrivée*		
	$\overline{M}$	M	
$\overline{M}$.....	8	2	10
M.....	10	40	50
	18	42	60

Admettons maintenant que dans cette société la reproduction politique se soit effectuée selon le modèle strictement additif suivant :

Tableau 6. Pourcentages de votes pour les partis de gauche selon la classe et l'origine sociales

	Arrivée	
	$\overline{M}$	M
$\overline{M}$.....	20 %	30 %
M.....	40 %	50 %

A partir du tableau 6, nous pouvons reconstituer les pourcentages de vote de gauche dans chacune des deux classes d'origine et d'arrivée ainsi que le pourcentage global en effectuant une série de moyennes pondérées par les effectifs du tableau 5.

Tableau 7. Pourcentages de votes de gauche calculés à partir des tableaux 5 et 6

Origine	*Arrivée*		
	$\overline{M}$	M	
$\overline{M}$.....	20 %	30 %	22 %
M.....	40 %	50 %	48 %
	31 %	49 %	44 %

En maintenant fixes les règles de reproduction politique posées dans le tableau 6, nous pouvons faire varier les flux de mobilité sociale, par exemple en imaginant que, dans cette même société, la répartition dans la classe d'arrivée s'effectue indépendamment de l'appartenance à la classe d'origine (c'est-à-dire en calculant les « effectifs théoriques » du tableau 5). On obtient alors :

Tableau 8. Matrice de mobilité sociale (répartition proportionnelle aux marges)

Origine	*Arrivée* $\overline{M}$	M	
$\overline{M}$.....	3	7	10
M.....	15	35	50
	18	42	60

Les conséquences politiques de cet accroissement du flux de mobilité interne peuvent être calculées en appliquant les mêmes règles de reproduction politique à notre nouvelle matrice de mobilité :

Tableau 9. Pourcentages de votes de gauche calculés à partir des tableaux 6 et 8

Origine	*Arrivée* $\overline{M}$	M	
$\overline{M}$.....	20 %	30 %	27 %
M.....	40 %	50 %	47 %
	37 %	47 %	44 %

En appliquant ces règles, nous constatons, d'une part, que le pourcentage global de vote pour les partis de gauche (44 %) n'a pas changé malgré l'augmentation du flux de mobilité, d'autre part, que la différence entre les pourcentages de vote des deux classes d'arrivée s'est amoindrie (37 et 47 % contre 31 et 49 % à partir de la matrice précédente) [29].

Ces deux observations ne sont pas particulières à l'exemple numérique choisi mais constituent une règle générale valable dans un modèle de reproduction politique purement additif.

29. Cette observation suppose cependant un postulat d'indépendance entre règles de reproduction politique et mobilité sociale. Ce postulat peut être contesté : les règles de reproduction politique et en particulier le modèle additif sont extraits de la réalité sociale c'est-à-dire de sociétés caractérisées par des flux de mobilité sociale ne variant que dans certaines limites. On ne peut affirmer que ces règles resteraient identiques si les flux de mobilité sociale changeaient dans de fortes proportions.

Ces relations peuvent être formalisées de la façon suivante[30] : soit une matrice de reproduction politique additive à l'intérieur de laquelle les proportions de vote de gauche sont :

p	$p + a$	$p1.$
$p + b$	$p + a + b$	
$p.1$		P

Soit, d'autre part, une matrice de mobilité :

n	$n\,1. - n$	$n1.$
$n.1 - n$	$N - n1. - n.1 + n$	$N - n1.$
$n.1$	$N - n.1$	N

On peut montrer que quel que soit n, la proportion totale de vote P ne change pas lorsque N, $n1.$ et $n.1$ sont fixes ; cette proportion est égale à :

$$N\,P = p\,n + (p + a)\,(n\,1. \quad n) + (p + b)\,(n\,.\,1\ n) + (p + a + b)\,(N - n1. - n.1 + n)$$

En effectuant, on trouve :

$$NP = (p + a + b)\,N - a\,n.1 - b\,n1.$$

ou, $$P = (p + a + b) - \frac{a\,n.1}{N} - \frac{b\,n1.}{N}$$

P, par conséquent, ne dépend pas de n.

Les proportions de vote de chacune des classes d'origine et d'arrivée sont, en revanche liées à n ; ainsi, la proportion de vote dans la classe « non-manuels » est égale à :

$$p.1 = (p + b) - \frac{b\,n}{n.1}$$

Cette proportion augmente lorsque n diminue c'est-à-dire lorsque nous augmentons le flux de mobilité interne.

30. Ce type de formalisation et l'explication qui la suit m'ont été suggérés par François Vieillescazes que je remercie ici. Le cas le plus simple a été envisagé, celui d'une matrice 2 × 2 ; bien entendu, ces résultats sont généralisables à une matrice quelconque à n lignes l colonnes pourvu que les règles de l'additivité de la matrice de reproduction politique soient respectées.

Jusqu'ici, nous avons modifié le flux de mobilité interne de la matrice de mobilité sociale en maintenant fixes les marges ; mais on peut imaginer également de faire varier ces marges (pour un effectif total constant) par exemple en supposant que la classe « non manuels » s'est accrue dans de fortes proportions.

Tableau 10. Matrice de mobilité sociale : augmentation de la classe " non manuels " et répartition proportionnelle aux marges

Origine	*Arrivée* $\overline{M}$	M	
$\overline{M}$.....	4	6	10
M.....	20	30	50
	24	36	60

Dans ce dernier cas, nous avons conservé une répartition dans les classes d'arrivée proportionnelles aux marges ; le rapport $n/n.1$ par conséquent n'a pas changé, donc les proportions de vote dans chacune des classes d'arrivée sont constantes ;

En revanche, la proportion totale de vote pour les partis de gauche

$$p = (p + a + b) - \frac{an.1}{N} - \frac{b\,n1.}{N},$$

diminue puisque nous avons augmenté la quantité $n.1$.

Dans l'exemple numérique choisi, on obtient en appliquant les mêmes règles de reproduction politique :

Tableau 11. Pourcentages de votes de gauche calculés à partir des tableaux 6 et 10

Origine	*Arrivée* $\overline{M}$	M	
M.....	20 %	30 %	26 %
$\overline{M}$.....	40 %	50 %	46 %
	37 %	47 %	43 %

De cet ensemble de remarques, il faut retenir deux conclusions :

1. Dans un modèle de reproduction politique strictement additif, la variation du flux de mobilité interne n'affecte pas le pourcentage global de vote (elle modifie cependant le pourcentage de vote de chaque classe d'arrivée).

2. Dans ce même modèle la variation des marges de la matrice de mobilité sociale (l'augmentation, par exemple, de l'une des classes) modifie le pourcentage global.

Les règles que nous avons dégagées ici ne concernent, bien entendu, qu'un modèle c'est-à-dire une réduction et une simplification considérable de la réalité sociale. Il est évidemment simpliste de faire varier successivement les flux de mobilité interne puis les marges de la matrice, d'imaginer des taux de reproduction sociale proportionnels aux marges ou de n'admettre que deux classes sociales. Ces conditions d'expérimentation théoriques n'ont été imaginées que pour décrire le plus aisément possible certaines propriétés d'un modèle de reproduction politique purement additif ; nous aurons à revenir plus loin sur les limites de ce modèle, mais avant d'en entreprendre la critique (cette fois d'un point de vue « externe ») nous pouvons vérifier les effets constatés à partir du modèle théorique en les confrontant à des données réelles issues d'une enquête française récente.

Reproduction sociale et reproduction politique : données empiriques

Pour tester les règles énoncées plus haut à partir d'un cas réel nous avons utilisé les résultats d'un sondage national effectué dans les semaines suivant l'élection législative de 1978 [31].

Le choix d'un regroupement en trois classes répond à un objectif de simplification et de comparaison avec les données présentées précédemment [32].

31. Ce sondage a été réalisé dans le cadre d'un contrat avec la DGRST par une équipe de recherche du Centre d'étude de la vie politique française contemporaine. Il porte sur 4 500 individus, inscrits sur les listes électorales.

32. La constitution du tableau 12 appelle plusieurs précisions : *1*) Ce tableau regroupe des individus (hommes et femmes) selon la profession de la personne interrogée et la profession du père ; les retraités y ont été inclus et codés selon leur profession antérieure. Cette dernière opération a pour but d'éviter un inconvénient fréquent dans ce domaine de recherche : le plus souvent les résultats ne concernent que les hommes actifs, c'est-à-dire une minorité de la société et du corps électoral. *2*) Nous avons cru utile, contrairement à l'habitude anglo-saxonne, d'agréger le groupe des petits commerçants à celui des agriculteurs. De ce dernier groupe, nous n'avons pas exclu les salariés agricoles pour des raisons de logique politique et sociologique. La catégorie des couches moyennes et supérieures comprend les groupes socio-professionnels 3, 4 et 5 de l'INSEE (cadres supé-

Tableau 12. Pourcentages de votes de gauche à l'élection législative de 1978 selon l'origine et la classe sociales

Origine sociale	*Classe sociale*			
	Agriculteurs, petits commerçants artisans	*Couches moyennes et supérieures*	*Ouvriers*	
Agriculteurs, petits commerçants, artisans	31 %	37 %	47 %	33 %
Couches moyennes et supérieures	26 %	37 %	57 %	39 %
Ouvriers	36 %	52 %	64 %	56 %
	24 %	42 %	58 %	43 %

A première vue, les résultats du tableau 12 semblent confirmer l'existence d'une double détermination de l'orientation politique : les effets de l'appartenance de classe s'ajoutent à ceux de l'origine sociale de manière à peu près régulière, c'est-à-dire selon une progression proche d'un modèle additif.

Ce dernier modèle cependant représente un « point d'équilibre » qui n'est pas exactement atteint dans le tableau des résultats réels : nos résultats s'écartent, dans une certaine mesure du modèle additif pur. Cet écart peut faire l'objet d'une mesure en reconstituant à partir des résultats réels une matrice de reproduction politique purement additive puis en comparant ce modèle à nos résultats réels. Pour construire cette matrice théorique additive, nous suivrons la méthode proposée par M. Cherkaoui et J. Lindsey dans un article récent [33]. Nous considérons que l'effet induit par la variable d'origine sociale est égal, pour chaque origine, à la moyenne non pondérée des pourcentages de votes observés dans chaque classe sociale. Ainsi, pour une origine « couches moyennes et supérieures » le pourcentage moyen est de

$$\frac{26 + 37 + 57}{3}$$

rieurs, cadres moyens et employés) ainsi que les catégories 21 et 26 (industriels et gros commerçants). La catégorie ouvriers rassemble le groupe socio-professionnel 6. Dans les tableaux suivants, ces trois catégories seront nommées en abrégé : AG, PCA ; CMS ; OUV. Les autres catégories (7, 8 et 9) ont été exclues de l'analyse. *3)* Les classes ont été rangées selon un ordre politique (pourcentage de votes de gauche croissant) de façon à simplifier la lecture des tableaux. Ce rangement ne préjuge pas de la place dans la hiérarchie sociale de chacune des classes. Tous les calculs effectués par la suite peuvent être reproduits en choisissant un autre rangement.

33. Cherkaoui (M.), Lindsey (J.), « Problèmes de mesure des classes sociales : des indices de status aux modèles d'analyse des rapports de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 28, n° 2, avril-juin 1977, p. 233-270.

= 40 % ; en procédant de même pour chaque origine nous obtenons les valeurs moyennes de : 35, 40 et 51 %.

De la même façon, nous calculons l'effet induit par la classe sociale et nous obtenons les valeurs moyennes de 28, 42 et 56 %. Chacune de ces valeurs peut être soustraite de la moyenne d'ensemble (toujours non pondérée) de façon à déterminer l'écart induit par l'appartenance à une classe donnée ; le tableau suivant résume cet ensemble de calculs :

Tableau 13. Construction d'une matrice de reproduction politique additive à partir des résultats observés

Origine sociale	*Classe sociale*			*Moyenne non pondérée de chaque origine*	*Ecart par rapport à moyenne d'ensemble*
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*		
AG, PCA	21 %	37 %	47 %	35 %	— 7
CMS.....	26 %	37 %	57 %	40 %	— 2
OUV.....	36 %	52 %	64 %	51 %	+ 9
Moyenne non pondérée de chaque classe.....	28 %	42 %	56 %	42 %	
Ecart par rapport à moyenne d'ensemble...	— 14	0	+ 14		

S'il y avait stricte additivité de chacune des deux variables, le pourcentage observé dans chacune des cases serait égal à la moyenne d'ensemble plus l'effet de l'appartenance à une classe sociale, plus l'effet d'une origine sociale. Ainsi, pour les ouvriers d'origine « couches moyennes et supérieures », le pourcentage observé dans le cas d'une absence totale d'interaction serait : 42 + 14 — 2 = 54 %. En faisant le même calcul pour chacune des cases de la matrice, nous pouvons construire une matrice théorique additive qui sera comparée aux résultats observés.

Matrice de reproduction politique additive

Origine sociale	*Classe sociale*		
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*
AG, PCA	21 %	35 %	49 %
CMS.....	26 %	40 %	54 %
OUV.....	37 %	51 %	65 %

En soustrayant ces pourcentages de ceux observés dans le tableau 12, nous exprimons des valeurs qui représentent les différences par rapport à un phénomène purement additif, c'est-à-dire les cas d'interaction entre les deux variables ; on obtient :

Tableau 15. Différences de pourcentages entre résultats réels et matrice additive

Origine sociale	*Classe sociale*		
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*
AG, PCA	0	+ 2	— 2
CMS.....	0	— 3	+ 3
OUV.....	— 1	+ 1	— 1

Au total les différences sont faibles et, par conséquent, les résultats observés peuvent être considérés comme extrêmement proches d'un modèle purement additif.

Dans ces conditions, on doit s'attendre à ce que les conséquences politiques d'un modèle purement additif se reproduisent, à peu de choses près, en utilisant la matrice de reproduction politique réelle. Pour vérifier cette dernière proposition, effectuons le même type de calculs que précédemment à partir des résultats réels. La matrice de mobilité sociale tirée des résultats réels est la suivante :

Tableau 16. Matrice de mobilité sociale " réelle " (effectifs de l'enquête)

Origine sociale	*Classe sociale*			
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*	
AG, PCA.....	465	408	262	1 135
CMS	61	588	112	761
OUV.	104	516	564	1 184
	630	1 512	938	3 080

Faisons varier la répartition interne de ces effectifs de façon à construire deux nouvelles matrices, l'une dans laquelle la mobilité est plus forte, l'autre dans laquelle le flux de mobilité est moindre :

Tableau 16. Deux matrices de mobilité hypothétique : (I) mobilité plus forte, (II) mobilité plus faible

Origine sociale	*Classe sociale*			
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*	
AG, PCA.....	300	335	500	1 135
CMS.....	223	400	138	761
OUV.....	107	777	300	1 184
	630	1 512	938	3 080

II

Origine sociale	*Classe sociale*			
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*	
AG, PCA.....	600	358	177	1 135
CMS.....	0	700	61	761
OUV.....	30	454	700	1 184
	630	1 512	938	3 080

Appliquons à chacune de ces matrices les pourcentages de reproduction politiques observés (tableau 12) et calculons les pourcentages de vote de chaque classe ; nous obtenons :

Tableau 17. Pourcentages de votes calculés d'après les matrices de mobilité du tableau 16 et les pourcentages de vote " réels " (résultats de l'enquête)

Origine sociale	*Classe sociale*			
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*	
AG, PCA.....	21 %	37 %	47 %	37 %
CMS.....	26 %	37 %	57 %	37 %
OUV.....	36 %	52 %	64 %	54 %
	25 %	45 %	54 %	44 %

II

	Classe sociale			
	AG, PCA	*CMS*	*OUV.*	
AG, PCA.....	21 %	37 %	47 %	30 %
CMS.....	26 %	37 %	57 %	39 %
OUV.....	36 %	52 %	64 %	59 %
	22 %	42 %	60 %	43 %

Les résultats obtenus montrent, qu'au total, les règles de reproduction réelles diffèrent peu du modèle théorique, leurs effets sont sensiblement les mêmes : l'accroissement du taux de mobilité ne change guère le pourcentage global mais réduit l'écart entre les votes des différentes classes sociales ; à l'inverse, un faible taux de mobilité tend à accroître la spécificité des comportements politiques de chaque classe.

En faisant varier les marges de la matrice de mobilité, on constaterait une modification du pourcentage de vote global : ainsi une diminution plus marquée des agriculteurs, petits commerçants et artisans augmenterait le pourcentage de votes de gauche.

En fin de compte, un taux élevé de mobilité sociale n'affecte guère l'équilibre politique global d'une société mais diminue la tendance à la polarisation politique des classes sociales ; d'une certaine manière, il rapproche ou homogénéise les comportements politiques de chaque classe sociale ou, en d'autres termes, accroît le caractère interclassiste des électorats partisans [34].

Les auteurs que nous avons mentionnés plus haut prévoyaient effectivement que la mobilité sociale tend à réduire le soutien électoral des partis de gauche dans la classe ouvrière mais sans percevoir la contrepartie « mécanique » de ce phénomène, c'est-à-dire l'accroissement dans les couches moyennes et supérieurs du pourcentage d'individus soutenant ces mêmes partis. Lipset et Bendix, en particulier, parce qu'ils centrent leur analyse sur la classe ouvrière (et parce que leurs chiffres concernant les Etats-Unis font exception à la règle de l'additivité) ne remarquent pas que la mobilité ascendante crée, dans les classes moyennes et supérieures, des effets politiques identiques (mais de

34. Dans le cas de figure présenté précédemment (tableau 17), on vérifie que pour la matrice I (forte mobilité), l'électorat de gauche est composé de 12 % d'AG, PCA ; 51 % de CMS et 37 % d'OUV ; pour la matrice II (faible mobilité) ces pourcentages s'établissent respectivement à 10 %, 47 %, 42 %.

sens inverse) à ceux générés par le flux de mobilité descendante dans la classe ouvrière [35].

La mobilité structurelle enfin, dont nous avons montré le caractère déterminant quant à l'équilibre politique global, n'apparaît pas clairement dans les recherches menées par les auteurs précédents. Le modèle de reproduction politique que nous avons proposé éclaircit, à notre sens, cet ensemble de phénomènes, mais présente des limites qu'il nous faut maintenant examiner.

CRITIQUE DU MODÈLE DE REPRODUCTION POLITIQUE

En dégageant des règles de reproduction politique sous la forme d'un modèle simple destiné à l'expérimentation nous n'avons fait que prolonger une direction de recherche qui s'est développée dans les pays anglo-saxons depuis une vingtaine d'années. En ce sens, certaines des critiques que l'on peut adresser à ce modèle s'appliquent également et pour les mêmes raisons à cet ensemble de recherches dont les postulats n'ont pas été mis en question ici. Sans revenir ici sur les difficultés liées à la mesure des flux de mobilité sociale, rappelons que les recherches effectuées dans ce domaine excluent le plus souvent les femmes et les inactifs et ne s'appliquent, de ce fait, qu'à une minorité de la société et même qu'à une minorité de l'électorat [36]. Pour éviter partiellement cet inconvénient, nous avons inclus les femmes et considéré les retraités selon leur profession antérieure. Cette précaution demeure insuffisante puisque nous laissons de côté les femmes n'ayant jamais travaillé et que nous négligeons l'effet de la mobilité par mariage. Sur ces points, des recherches devraient être développées [37].

Le postulat d'indépendance entre règles de reproduction politique et flux de mobilité sociale constitue, d'autre part, une limite propre à notre modèle : rien ne permet d'affirmer qu'un accroissement sensible

35. R. Hamilton critique les conclusions de Lipset et Bendix et examine les mécanismes de « conversion politique » aux Etats-Unis. Cf. Hamilton (R.F.), *Class and politics in the United States,* New York, John Wiley and Sons, 1972, 589 p. ; en particulier p. 315 sq et p. 534 sq.

36. D'après les travaux de M. Levy, le corps électoral français serait composé de 35 % d'hommes actifs, 12 % d'hommes inactifs, 22 % de femmes actives et 31 % de femmes inactives. Cf. Levy (M.), « Le corps électoral », *Population et société,* n° 110, février 1978.

37. Sur les problèmes de mobilité par mariage on pourra consulter Mossuz-Lavau (J.), Sineau (M.), *Les femmes françaises en 1978. Insertion sociale, insertion politique,* rapport pour le CORDES, mars 1980, 362 p. En particulier, chapitre IV, p. 195 : le milieu conjugal : homogamie et comportements politiques.

des flux de mobilité n'aurait pas pour effet de modifier les règles de reproduction politique sur lesquelles se fonde notre modèle.

Enfin, l'application de ce modèle à la réalité sociale pose une série de problèmes qui ne sont pas résolus dans le cadre de cet article : nous avons proposé un modèle d'expérimentation des effets politiques de la mobilité sociale sans mettre directement ce modèle à l'épreuve des faits sociaux et politiques français de ces vingt ou trente dernières années. Quelle part attribuer aux phénomènes de mobilité sociale dans l'évolution de l'électorat français au cours de la Quatrième et de la Cinquième République ? Faute de données précises sur l'évolution de la mobilité sociale en France depuis une trentaine d'années, il n'est guère possible de donner une réponse tranchée à cette question. Remarquons, cependant, que deux mouvements de sens inverse marquent l'évolution de la structure sociale des années cinquante à nos jours : d'une part, une érosion sensible des couches moyennes indépendantes (de 39 à 17 % de 1954 à 1975)[38], de l'autre une croissance remarquable des couches moyennes salariées (de 19 à 37 %). Pendant le même temps le pourcentage d'ouvriers restait à peu près stable (de 34 à 37 %). D'après les règles que nous avons posées plus haut, ce mouvement d'ensemble a pu se développer sans affecter profondément l'équilibre politique global mais en modifiant probablement l'homogénéité sociale des électorats : l'hypothèse d'un accroissement du caractère interclassiste des électorats paraît plausible ; des études plus précises, que nous n'avons pas pu mener dans le cadre de cette recherche permettraient de l'étayer.

La dernière objection et, à notre sens, la plus fondamentale, porte sur le niveau d'analyse qui, suivant cette tradition de recherche, a été privilégié : l'étude des conséquences politiques de la mobilité sociale trouve son origine dans une réflexion sur l'évolution politique globale des sociétés démocratiques contemporaines. Ce choix, parfaitement légitime pourvu qu'il soit clairement assumé, implique une démarche de recherche qui s'intéresse moins aux mécanismes par lesquels les trajets sociaux affectent les orientations politiques qu'au résultat global de ce phénomène. En adoptant cette stratégie on se condamne, pour rendre visible ces effets, à caricaturer la réalité sociale. Le modèle additif de reproduction politique fondé sur des échanges entre trois classes masque sans aucun doute une série de mécanismes politiques contradictoires dont l'étude relève d'une stratégie de recherche radicalement diffé-

38. Les données sur l'évolution de la structure sociale française ont été tirées de : Thevenot (L.), « Les catégories sociales en 1975 : l'extension du salariat », *Economie et statistique*, n° 31, juil.-août 1977, pp. 3-31.

rente. Un trajet social est constitué d'une série de passages à travers des groupes sociaux, des positions économiques, des situations de commandement ou de subordination, etc. Bref toute une série d'appartenances par rapport auxquelles l'individu fait des choix, accepte des compromis, adapte ou modifie ses orientations politiques. L'analyse de ces mécanismes ne relève pas d'une stratégie globale orientée vers la recherche d'un bilan général, mais d'une étude patiente des déterminismes sociaux, économiques, idéologiques qui, à un moment donné de sa vie sociale, pèsent sur le choix politique de l'individu.

Si ces études font défaut c'est, à notre sens, parce que la problématique « totalisante » a inspiré, souvent de manière inconsciente, la recherche empirique. En nous situant volontairement dans cette perspective, nous avons voulu non pas y mettre un terme, mais contribuer à en indiquer les limites [39].

39. La recherche qui a donné lieu à cet article a été conçue et réalisée au cours de l'année 1979 dans l'ignorance d'un travail tout à fait comparable réalisé par M. Rune Aberg, de l'Université d'Umeä. Les délais de publication du présent article ne nous ont pas permis de comparer et de discuter systématiquement dans le cours du texte les résultats obtenus par M. Aberg et nous invitons le lecteur à se reporter à son article (Cf. Aberg (R.), « Social mobility and class structuration », *Acta sociologica*, 1979, vol. 22 n° 3, pp. 247-271). La convergence remarquable du mode de réflexion et des résultats apparaîtra suffisamment clairement au lecteur pour qu'il nous paraisse suffisant de noter ici quelques points de divergence : dans les tableaux des pages 263 et 264, les phénomènes de mobilité « pure » et de mobilité « structurelle » ne sont pas distingués avec suffisamment de clarté pour que les effets politiques *différenciés* de chacun de ces types de mobilité apparaissent nettement ; dans ces mêmes tableaux, l'auteur n'indique pas à quelles conditions une matrice de reproduction politique a pour effet de produire les résultats politiques qu'il indique (nécessité d'un modèle de type additif).